

Ricastats
1^{er} mai 2016

PLUS DU TIERS DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE RESTE INVISIBLE

Connaissez-vous le Réseau d'Informations Comptables Agricoles ? RICA ? non, alors allez vite chez Grand frère Gogol et tapez Rica+Agreste et vous saurez tout sur le Costa Rica, pays sûrement agreste et en mal de touristes.

Et, entrelardé avec des offres touristiques promotionnelles, quelques documents sur RICA, le réseau européen qui permet de comparer les statistiques agricoles de divers pays : nombre d'exploitations, production, revenu, nombre de salariés, intrants, c'est à dire engrais et pesticides. Les exploitations sont classées selon leur production principale (maraîchage, bovins-lait, grande culture), c'est la statistique finale, Otex, qui donne une image de la productivité agricole selon les pays.

On ne compare que le comparable tout comme on n'additionne pas les carottes avec les choux.

Comment comparer le producteur bio qui valorise chaque centimètre carré de ses 5 hectares avec le planteur de colza pour l'industrie des carburants avec ses 200 hectares et son unique salarié motorisé ? Une jolie chanson de Juliette Greco commence ainsi : « Un petit poisson, un petit oiseau s'aimaient d'amour tendre. Oui mais comment, comment faire... ».

L'agriculteur comparable a plus de 12 hectares. Ou sa production brut standard est supérieure à 25000€ (avec ou sans subventions ?). Point

Le non comparable, ce sont les « petites fermes » qui, en France, selon les décomptes du syndicat minoritaire, Confédération paysanne, représentent 36% des exploitations, en 2014. « Les chiffres des différentes Otex publiés par le Rica traduisent une réalité partielle donc partielle de l'agriculture française ». Ce fut écrit le 26 décembre 2014 dans *Le Paysan d'Auvergne*.

Faute d'en savoir plus deux ans plus tard, il faut donc consulter les documents qui circulent sur le net.

Les calculs de RICA se fondent sur un échantillon constitué différemment selon les pays.

Pour la France, on ne retient que les exploitations au-dessus de 25000 €, mais on accepte 4000€ pour la Grèce et 800 pour l'Irlande... Nombre de « petites fermes » françaises entreraient dans l'échantillonnage de la Grèce ou de l'Irlande. Il faut croire que la vérité statistique a ses propres lois et, selon ses critères, sait comparer les choux et les carottes.

Les « petites fermes » françaises forment un contingent important de la production agricole. Agreste les recense tous les 10 ans, avec les autres. Leurs méthodes, on l'imagine, sont différentes du tout engrais-pesticides-labours profonds des exploitations au-dessus de 25000€. C'est ce que souligne *Le Paysan d'Auvergne*, qui, en outre, lance un appel : « Et si on changeait de politique en soutenant l'autonomie des fermes pour que les revenus soient moins soumis à la variation du prix des intrants ou à la spéculation ? »

Les intrants, justement, que nous en dit Grand frère ? Il y a bien un titre, en 2014, « Consommation d'intrants des exploitations agricoles » venant du site data.gouv. Mais le robot ne trouve pas la page... Pourtant, Grand frère nous affirme que, si le dernier recueil qui se fait tous les 10 ans date de 2013, il y a une actualisation intermédiaire pour les intrants. Et puis, on le sait, entre le recueil des informations et leur passage à la moulinette statistique, il s'écoule plusieurs mois, voire années.

Finalement, les statistiques agricoles sont pleines de trous, d'intervalles et de retards. Une (bonne ?) façon de gouverner à vue et au doigt mouillé un domaine plutôt sensible sinon vital, même pour nos sociétés développées où personne ne risque de mourir de faim-en principe !

Dans cet univers grandiose et ambitieux des statistiques européennes et des subventions afférentes, les « petites fermes », qui sont souvent biologiques ou proches, peuplent les Amap,

les marchés locaux, les circuits de vente directe et même fournissent parfois les succursales de la grande distribution sans que des quantités obligatoires leur soient imposées. Mais elles n'existent pas ! Aucun journal ne nous parle du RAD, réseau agriculture durable, ni des Civam qui démontrent, depuis des années, on peut dire depuis la fondation de l'INRA, la réussite d'une agriculture réellement durable et autonome car faible en intrants.

Il serait même urgent, pour les plus grosses petites fermes, de les faire entrer dans le système statistique puisque leurs modes de culture et de commercialisation les maintiennent au-dehors. Il suffit d'affirmer que la production de l'agriculture bio ne diffère pas de l'agriculture conventionnelle (avec intrants) pour les pousser dans la vérité statistique dominante et démontrer ainsi qu'elles ne sont pas performantes (lisez lourdement endettées et dépendantes des subventions, maintenues en dessous du seuil de rentabilité).

Ce fut fait, en septembre 2013, lors d'un colloque INRA préparé tambour battant, dont l'intitulé préjugait déjà des résultats : « Vers des agricultures à haute performance – Analyse des performances de l'agriculture biologique ». Il y était écrit : « Les qualités nutritionnelles, sanitaires et organoleptiques des produits issus de l'AB ne sont pas sensiblement différentes de celles des produits issus de l'agriculture conventionnelle (AC)... »

Un gros mensonge dans un colloque tenu par l'Institut National de la Recherche Agronomique. La révision promise aux chercheurs furieux n'est toujours pas (pas encore ?) parvenue aux oreilles du Grand frère.

Cher lecteur, je vous refile le bébé ; je ne peux pas chercher plus avant. A vous !